

Journal du Lot

ANE RÉPUBLICAIN DU DÉPARTEMENT

Paraissant les Mardi, Jeudi et Samedi.

10 fr. par AN

HORS DU DÉPARTEMENT : 12 francs par an.

Les abonnements se paient d'avance. — Joindre 50 centimes à chaque demande de changement d'adresse

Rédaction et Administration
CAHORS. — 1, RUE DES CAPUCINS, 1. — CAHORS

A. COUESLANT, Directeur.

L'Agence HAVAS, rue Notre-Dame-des-Victoires, n° 34, et Place de la Bourse, n° 8, est seule chargée, à Paris, de recevoir les annonces pour le Journal.

PUBLICITÉ

ANNONCES (la ligne)..... 25 cent.
RÉCLAMES — 50 —

La publication des Annonces légales et judiciaires de tout le département est facultative dans le Journal du Lot.

A propos d'un emprunt

Le goût des polémiques et le désir d'avoir une opinion qui ne soit pas l'opinion commune, entraîne souvent fort loin les plus judicieux esprits.

M. Urbain Gohier, à qui l'on ne peut méconnaître une éloquence entraînant et une âpreté dans la polémique qui en fait un adversaire redoutable, a en l'autre jour un article malheureux sur l'emprunt de 200 millions que veut contracter l'Indo-Chine pour l'établissement de ses chemins de fer.

M. Urbain Gohier a vu dans cet emprunt une affaire. Tout de suite, il a subodoré autour du sac aux écus, des convoitises louches, des tripotages odieux, qui devaient faire filer le plus net de l'emprunt dans des poches qui n'avaient rien d'indo-chinoises.

Notre confrère a cité des précédents. On peut lui accorder que le tripotage n'est point dans notre société, aussi rare qu'on pourrait le souhaiter.

Toutefois, il est, en ces matières comme en toutes autres, un écueil qu'il faut éviter, c'est la généralisation hâtive.

Pourquoi l'emprunt que demande M. Doumer, couvrirait-il des manœuvres dolosives ? Pourquoi, de prime abord, soupçonner la bonne foi de l'emprunteur, et ne pas lui faire crédit d'une certaine confiance ? M. Urbain Gohier serait, sans doute, fort embarrassé pour répondre par des faits précis, car il n'a que des présomptions. Mais ces présomptions ne sont pas légitimes et de plus elles ne sont pas conformes aux véritables intérêts du pays.

M. Gohier se plaint de ce que, après l'officier, on envoie dans nos colonies des capitalistes ? Comment veut-il donc qu'on s'y prenne pour mettre en valeur ces territoires si chèrement acquis ? Est-ce en y envoyant des miséreux ? Le système a été appliqué et il a donné les plus déplorables résultats.

Non. L'emprunt indo-chinois qui se présente dans de bonnes conditions financières, est une chose utile, indispensable même. Les anglais quand ils ont pris un pays, avant même d'y construire une route, y établissent un chemin de fer. Nous, nous songeons au chemin de fer quand nous avons pourvu nos fonctionnaires. Mieux vaudrait tard que jamais. Pourtant, il ne faut pas pousser la plaisanterie trop loin et retarder indéfiniment le chemin de fer, unique moyen de permettre à la colonie de vivre de ses propres ressources et de décharger le budget de la mère patrie.

Puisque nous voulons des colonies, sachons au moins en tirer parti.

C. R.

L'affaire Dreyfus

La déposition de M. Dupuy

La déposition que M. Dupuy a faite à M. Loew portait sur les trois points suivants :

1° Sur la façon dont il fut mis au courant par le général Mercier des actes de trahison imputés à l'ex-capitaine Dreyfus ;

2° Sur les déclarations que lui fit le capitaine Lebrun-Renaud ;

3° Sur le dossier secret et la question des

pièces communiquées.

Procès-verbal a été rédigé par le greffier de la chambre criminelle, M. Coutant, de la déposition de M. le président du Conseil, qui a été ensuite, après lecture, signée par M. Dupuy, et contresignée par le président Loew et, aussitôt, communiquée à la chambre criminelle.

La Communication du Dossier secret

Le dossier secret sera communiqué à la Cour de cassation. Cette communication sera faite dans des conditions qui ont été jugées offrir les garanties dues à la sécurité de l'État et à la défense de l'accusé.

Le capitaine Cuignet apportera chaque jour le dossier secret à la cour de cassation, et le remportera le soir au ministère de la guerre ; il se tiendra dans un local voisin de celui où siège la Cour pour lui donner, en cas de besoin, les renseignements qu'elle pourra avoir à lui demander. »

Plusieurs journaux ayant exprimé l'opinion que le gouvernement avait lieu de craindre des indiscrétions de la part de la famille Dreyfus à laquelle le dossier devra être communiqué par son avocat, M^e Mornard, d'autant plus qu'aucune pénalité ne pourrait atteindre la famille Dreyfus au cas où elle violerait l'engagement qu'on lui demanderait, sans doute, de ne rien divulguer, un des conseils de la famille Dreyfus a fait la déclaration suivante :

« La famille Dreyfus n'est pas astreinte, comme les magistrats de la Cour suprême et les avocats, au secret professionnel ; mais il est, cependant, inexact de dire qu'aucune pénalité ne l'atteindrait au cas où elle divulguerait le contenu des pièces du dossier secret. »

« En effet, dans ce dernier cas, des poursuites pourraient être exercées contre elle en vertu de la loi de 1886 sur l'espionnage. »

La Démission de M. Lavisso

Nous avons annoncé que M. Ernest Lavisso avait adressé au ministre de la guerre sa démission de directeur de conférence à Saint-Cyr pour « garder sa liberté d'action » dans les affaires Dreyfus et Picquart. M. Ernest Lavisso, dans une lettre qu'il adresse de Nouvion-en-Thiérache (Aisne) au journal *le Temps*, précise les motifs qui l'ont poussé à cette décision.

Après avoir dit avec quels regrets il a quitté la direction des conférences de Saint-Cyr, M. Ernest Lavisso ajoute :

« Le jour où j'ai cru que la justice civile et la justice militaire allaient entrer en conflit avec l'autorisation du gouvernement, où j'ai pu craindre les conséquences terribles du choc, j'ai voulu me joindre à ceux qui s'efforcèrent de l'empêcher, dans l'intérêt de la justice et dans l'intérêt de l'armée, deux intérêts qu'il faudra bien trouver le moyen de concilier, sous peine de mort. »

« Mais, fonctionnaire du ministère de la guerre, je ne me suis pas reconnu le droit de faire une manifestation quelconque sans commettre un acte d'indiscipline. C'est pourquoi j'ai prié le ministre de me relever de ma fonction. Le ministre a bien voulu entendre mes raisons. Le général commandant l'École, dont l'esprit élevé s'est intéressé à notre enseignement et dont les conseils m'ont été fort utiles, a compris aussi que j'obéissais à un devoir de conscience. »

« Rien de plus simple comme vous le voyez, que cette démission ; rien de plus insignifiant non plus, car l'institution des conférences n'aura point à souffrir de mon départ, puisque mon successeur, trouvé tout de suite parmi mes collègues, est mon ami Albert Sorel. »

« Laissez-moi dire encore que si le ministre et le général m'ont exprimé des regrets

dont je m'honore, mes regrets, à moi, sont très vifs. Je n'oublierai jamais l'auditoire de Saint-Cyr. »

Le procès Henry

Le bruit court au Palais que c'est vers la fin de la semaine que M^{me} Henry lancera son assignation en Cour d'assises contre M. Joseph Reinach.

Le choix de la Cour d'assises ayant prévalu, c'est M^e Emile de Saint-Auban qui est resté définitivement chargé de l'assignation. Mais, d'après la loi sur la presse, cette assignation doit être précédée d'une requête au président des assises, en vue d'obtenir l'indication d'un jour.

Toute la première quinzaine de janvier étant prise par un procès monstre, l'affaire de la bande de Neuilly, qui comporte l'examen d'une quantité de vols d'attaques nocturnes et même d'assassinats, et qui se terminera, vraisemblablement, par trois ou quatre condamnations à mort, il est peu probable que le procès Henry puisse venir avant un mois.

L'avoué de M^{me} Henry est M^e Garcin.

Le Procès Trarieux

A la première chambre du tribunal civil, le substitut Sirven a donné ses conclusions dans le procès intenté par le sénateur Trarieux à M^{me} de Martel (Gyp) et à M. Flammarion, éditeur, à propos de la publication du *Journal d'un Grinchu*.

Il s'est prononcé pour le bien-fondé de la demande, en s'en remettant au tribunal du soin de fixer les réparations civiles dues.

Le tribunal a remis son jugement à huitaine.

A la Cour de Cassation

M. Casimir-Périer, ancien président de la République, et M. Barthou, ancien ministre de l'intérieur, ont été entendus hier par la chambre criminelle de la Cour de cassation.

QUESTIONS D'ENSEIGNEMENT

L'école au régiment

La Libre Tribune d'une revue scolaire reproduit une lettre d'un instituteur-soldat qui montre par des détails pris sur le vif, combien sont lents les progrès de « l'école au régiment ».

Animé d'un beau zèle, ce jeune homme aurait voulu contribuer à l'instruction et à l'éducation morale de ses camarades en leur faisant des lectures, des causeries, des leçons diverses dans les cours du soir.

Que d'obstacles lui ont barré la route !

Il cite entre autres :

L'installation défectueuse, le manque de tables, de livres, de craie, d'encre etc. ;

Le choix des heures du cours qui sont prises sur les loisirs des maîtres et des élèves ;

Le manque de sécurité pour les élèves. Un caporal quelconque les commet aux fonctions de balayeur, de décroqueur, de bûcheron, et si l'instituteur proteste : « Taisez-vous ou sinon... » ;

Le manque de compensations au labeur supplémentaire des maîtres ;

Le manque de sanctions ; personne n'a été puni dans la compagnie pour absence à l'école du soir.

Enfin la cause la plus profonde de cet échec c'est, à son avis, l'indifférence de la plupart des officiers et sous-officiers en cette matière.

Pour donner une impulsion vigoureuse et déterminée aux essais que l'on a tentés jusqu'ici à la caserne, en vue de compléter l'instruction des soldats, il y aurait, comme

le dit l'instituteur-soldat L. E., à encourager les dévouements et les bonnes volontés, à établir un règlement formel et à en assurer l'exécution.

L'exemple cité ici est sans doute isolé et nous avons des raisons de croire qu'il n'en est pas ainsi dans tous les régiments. Il suffit néanmoins que ce fait soit exact pour que l'état d'esprit qu'il dénote inspire de vives craintes et que nous souhaitons voir organiser partout, dans de bonnes conditions, les cours et leçons qui paraissent si mal donnés jusqu'ici dans le régiment en question.

Dans cet ordre d'idées, on peut dire qu'il y a beaucoup à faire et que les longues heures que passent les soldats inoccupés à la caserne peuvent recevoir un utile emploi, si l'on veut bien y tenir la main.

UN AMI DU PROGRÈS

INFORMATIONS

Convocation d'Électeurs

Sont convoqués pour le dimanche 22 janvier à l'effet d'élire un député : les électeurs de la troisième circonscription de Valenciennes, en remplacement de M. Sirot-Mallez, républicain, décédé, et les électeurs de la première circonscription de Pontivy (Morbihan), en remplacement de M. Langlais, républicain, dont l'élection a été annulée.

Commission du Budget

La commission du budget a entendu hier le ministre des finances. Celui-ci après avoir rappelé les combinaisons précédemment présentées à la commission pour équilibrer le budget, a fait connaître les ressources qui pourraient être tirées de la répression de la fraude en matière de contributions indirectes. Ces ressources peuvent être évaluées à 4 millions environ.

M. Peytral a ensuite indiqué à la commission les nouvelles évaluations du ministre des travaux publics pour les garanties à payer aux Compagnies de chemins de fer, pendant 1899. Ces évaluations sont en diminution de 2 millions 500,000 fr. sur les prévisions primitives du budget.

Dans ces conditions, l'équilibre peut être établi sans tenir compte des ressources exceptionnelles.

Le ministre a de nouveau insisté pour que tout ou partie de la somme provenant des mandats-poste périmés soit employé à l'amortissement, qui se trouverait ainsi augmenté d'une somme importante par rapport au budget de 1898.

Après le départ de M. Peytral, la commission a décidé d'accepter les propositions qui venaient de lui être soumises. Le budget se trouve ainsi équilibré avec un excédent de 500,000 fr.

La commission ne se réunira plus que le 5 janvier.

Le Voyage de M. Krantz

M. Krantz, ministre des travaux publics, accompagné de MM. Voguet, sous-chef de son cabinet, et Pinette de Rochemont, directeur de la navigation, est arrivé hier matin à St Nazaire et a visité le soir la Loire jusqu'à Nantes, et s'est rendu aujourd'hui à La Rochelle, afin de se rendre compte de l'état du port de La Pallice.

Deux circulaires ministérielles

Le ministre de l'intérieur prépare une circulaire qui sera envoyée incessamment aux préfets pour leur fournir des indications

d'ordre politique sur l'attitude à prendre par eux dans les réceptions du 1^{er} janvier.

Les allocutions que ces hauts fonctionnaires prononceront en cette circonstance devront s'inspirer de la pensée d'union républicaine qui a présidé à la formation du cabinet actuel.

De son côté le ministre de la guerre recommande aux autorités militaires la plus grande réserve dans leurs allocutions du 1^{er} janvier, en insistant pour qu'elles s'abstiennent de faire aux évènements qui passionnent l'opinion publique des allusions trop directes.

Affaires étrangères

Le ministre des affaires étrangères a fait signer des décrets par lesquels M. Constans est nommé ambassadeur à Constantinople; M. Jusserand, sous-directeur des affaires politiques, est nommé ministre de France à Copenhague.

Députés en Tunisie

Les députés chargés de l'enquête sur l'élection Thomson ont visité samedi et dimanche Souk, Tunis et le Bardo.

Ils sont allés mardi à la Marsa rendre visite au bey. Ils ont été présentés par M. Grimalt, secrétaire à la résidence. De cordiales paroles de bienvenue ont été prononcées par le bey, qui s'est rappelé avoir vu M. Lanessan en 1896.

Les députés se sont rendus à la mer de Sidi-Bou-Saïl et Carthage, où un déjeuner leur a été offert par le gouvernement du protectorat. M. Chevillon a porté un toast à la Tunisie et à M. Millet dont il a vanté la sage administration.

Les députés sont restés hier et aujourd'hui à Tunis et Bizerte, d'où ils doivent s'embarquer pour la France. Ils ont beaucoup admiré les progrès de colonisation accomplis en Tunisie.

Au sujet de l'Algérie, ils applaudissent aux idées émises par M. Dupuy à la Chambre.

Pour Madagascar

L'Echo de Paris annonce que, sur une dépêche pressante du général Galliéni, deux compagnies complètes ont été prises dans les 1^{er} et 2^e régiments étrangers et envoyés d'urgence à Oran et à Marseille, d'où elles ont été transbordées dimanche du Saint-Augustin sur le Yang-Tsé qui est parti aussitôt pour la mer des Indes. Ce renfort de trois cent dix huit légionnaires formera le noyau de la colonne de pacification qui opérera sur la côte ouest de Madagascar.

Cet envoi de troupes d'Afrique établit bien la volonté du général Galliéni de s'adresser successivement aux deux départements de la guerre et de la marine pour les renforts devenus nécessaires. L'infanterie de marine devant assurer avec un bataillon la garde de Diégo Suarez, les cadres seront envoyés de France au commencement de janvier.

Tirage au sort

Le ministre de la guerre a décidé que, le 1^{er} janvier tombant un dimanche, les tableaux de recensement ne seraient publiés dans chaque commune que les deuxième et troisième dimanches de janvier. L'examen des tableaux de recensement et le tirage au sort commenceront le lundi 23 janvier.

Afin d'éviter tout retard dans la production des dossiers justificatifs de dispense, les inscrits ayant des frères sous les drapeaux devront, sans se préoccuper de la différence d'âge existant entre eux et leurs frères, signaler leur situation de famille en se faisant inscrire sur les tableaux de recensement; ils seront, dès ce moment, invités à réunir les pièces prouvant leurs droits.

Cadets de Gascogne

Le banquet des Cadets de Gascogne a eu lieu, avant-hier, à l'hôtel Continental, sous la présidence de M. Georges Leygues, ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, président du comité des Cadets.

Un nouveau prix dans les lycées et collèges

Le palmarès des distributions de prix de nos lycées et collèges va être augmenté, cette année, d'un nouveau prix: le prix de « travail général ».

M. Gréard, vice-recteur de l'Académie de Paris, vient d'en informer les proviseurs et principaux.

Le monument de Jean Macé

La commission de la Ligue française de l'enseignement, présidée par M. Cave, a

examiné le projet du monument qui sera élevé à la mémoire de Jean Macé. Cette première esquisse de l'œuvre du statuaire Massoule ayant réuni les suffrages unanimes de la commission, la maquette va être étudiée plus à fond pour être soumise à l'approbation du Conseil municipal.

Le duel Régis-Le Pic

La rencontre entre MM. Max Régis et Le Pic a eu lieu mardi, à Levallois-Perret. Elle a nécessité trois reprises violentes.

A la deuxième reprise, M. Le Pic a reçu une blessure épidermique à la joue gauche et une seconde dans la région sous-claviculaire droite. M. Max Régis a reçu une blessure épidermique à la lèvre inférieure du côté gauche.

A la troisième reprise, M. Le Pic a reçu une blessure pénétrante d'un centimètre dans la région inférieure épigastrique.

Le timbre à 10 centimes

Les Anglais ont inauguré, pour la journée de Noël, le nouveau service postal avec le timbre de 10 centimes entre l'Angleterre et toutes ses colonies, sauf le Can et l'Australie.

De sorte que, de Londres à Hong-Kong, ou à Vancouver, ou à Sierra Leone, par exemple, il n'en coûtera désormais qu'un penny pour correspondre.

En Crète

Malgré l'arrivée du prince Georges, le tribunal international continuera à fonctionner, en appliquant le Code pénal militaire italien, jusqu'à la formation de tribunaux locaux, dont la constitution présente en ce moment de graves difficultés.

Petites nouvelles

La peste est en diminution sensible dans la province de Bombay et dans la ville de Bangalore. Elle est stationnaire dans les provinces de Madras et du centre. Le fléau est, au contraire, dans toute son intensité dans les provinces de Mysore et de Hai-Derabad.

D'après la *Stampa*, le roi Humbert et la reine Marguerite se rendront à Paris, en 1900, pour visiter l'Exposition universelle, en réponse à une invitation spéciale que leur adresserait le président de la République française.

CHRONIQUE LOCALE

Vacances

Par décision de M. l'Inspecteur d'Académie du Lot, les écoles primaires élémentaires et supérieures du département auront vacances le mardi 3 janvier et les classes du mardi seront reportées au jeudi 5 janvier.

Instruction primaire

Mlle Malbec, institutrice adjointe titulaire à Cremps, est nommée institutrice titulaire à Concorès, en remplacement de Mlle Pèchayrand, nommée à Cremps.

Mlle Reynes, institutrice titulaire à Glédines (Souceyrac), est nommée institutrice titulaire à Tour-de-Faure, en remplacement de Mme Roig, en congé illimité.

M. Bouyssou instituteur adjoint, titulaire à Luzech est délégué comme instituteur adjoint, jusqu'à la fin de l'année scolaire 1898-99, à l'école primaire supérieure de Luzech (ordre des lettres) en remplacement de M. Amalric, nommé à Châlons-sur-Saône.

Les communes et les boissons hygiéniques

Le *Journal officiel* promulgue la loi suivante adoptée par les deux Chambres:

Art. 1 — Le délai imparti pour l'application de la loi du 29 décembre 1897, sera prorogé au 31 décembre 1899 pour les communes qui réclameront le bénéfice du sursis.

Le sursis sera autorisé par décret.

Art. 2 — Les communes qui auront réclamé le bénéfice de sursis, ne pourront percevoir en 1899, aucune des taxes de remplacement, alors même que ces taxes résulteraient de délibérations exécutoires d'après la législation générale de plein droit ou sous la seule réserve de l'approbation préfectorale.

Art. 3 — Le Président de la République est autorisé à approuver, par décrets rendus en Conseil d'Etat, la prorogation pour une période maxima d'un an, à partir du 1^{er} janvier 1899, des surtaxes sur les vins, cidres, poirés et hydromels, qui expi-

rent le 31 décembre 1898 et dont le maintien aura été voté par les conseils municipaux.

CAHORS

Réceptions officielles

A l'occasion du nouvel an, M. le préfet du Lot recevra le 1^{er} janvier, à dix heures et demie du matin, à l'hôtel de la Préfecture, les autorités civiles et militaires.

M. le maire de Cahors recevra à l'hôtel de ville, à dix heures trois quarts du matin.

Elections Consulaires

Le scrutin de ballottage de dimanche dernier a donné le résultat suivant:

MM. Calmon, 212 voix;
Galaup, 212 voix;
Pagès, 208 voix.

Manufactures de l'Etat

M. Roques, entreposeur des Tabacs du Magasin de Cahors, vient d'être promu Inspecteur. — Nos félicitations.

Conférence

M. Leuret, le sympathique professeur de philosophie, dont nous avons eu déjà l'occasion de parler, a fait samedi dernier sa troisième causerie sur *l'Education intellectuelle et morale*. Voici, en substance, ce qu'a dit l'éminent orateur:

Tout devoir individuel vient de la différence entre l'humanité idéale telle qu'elle apparaît à la conscience rationnelle et l'humanité réelle, contingente et sensible que nous sommes. « On ne s'oblige pas soi-même » a-t-on dit; mais « l'humanité en soi » nous oblige, a droit sur nous et de ce droit surgit le Devoir.

De même que nous sommes tenus de respecter notre vie et notre santé, de même nous sommes tenus de respecter nos bons sentiments, notre Intelligence, notre Volonté libre.

Le respect ne serait pas complet qui se maintiendrait dans une sorte de moralité négative, abstentionniste. Il faut développer, aviver nos pouvoirs intellectuels, nos sentiments généreux; c'est un travail actif et persévérant que « de sculpter notre statue » comme disent les stoïciens.

Nous avons des devoirs envers notre sensibilité. Il ne s'agit pas tant de la sensibilité physique et des appétits qui demandent assez vivement satisfaction, que de la sensibilité supérieure — Il n'est pas juste de vouloir, comme Epictète, proscrire nos sentiments, les déraciner; d'ailleurs la chose est impossible et peu souhaitable; nous travaillerions ainsi à la diminution de nous-mêmes.

Si nous sommes tous pourvus de sentiments sympathiques, si nous avons tous l'amour de la vérité et de la beauté, il y a un développement possible et souhaitable, une éducation de ces sentiments.

Il faut les aviver, les bien orienter, les pénétrer d'intelligence; on pourrait dire même qu'il y a un devoir général vis à vis de tous nos sentiments et de tous nos appétits: c'est de faire descendre en eux le plus d'intelligence possible.

Si dans cette culture sentimentale nous prenons un exemple, est-ce que l'amour du Beau n'est pas capable de culture, de raffinement?

De très bonne heure on peut cultiver sur ce point les enfants par les images, les gravures, la visite dans les musées. Là ils pourront arriver à comprendre et par suite à aimer les œuvres des Maîtres. Après avoir tour à tour éprouvé le sentiment du sublime à la vue de l'Océan ou d'un orage, le sentiment du gracieux à la vue d'une femme ou d'une fleur, ils sentiront se développer en eux le sentiment esthétique, le plus beau de tous parce qu'il est peut-être le plus désintéressé. Ils comprendront peu à peu pourquoi l'on aime par dessus tous les autres les paysages de Courbet, de Breton; c'est qu'ils sont, pour ainsi dire, plus vrais que nature.

Il faut en effet que le soleil peint à midi soit plus chaud que le vrai soleil; il faut que la source de la toile paraisse plus fraîche que celle qui jaillit dans les bois.

On peut développer l'amour du Beau chez l'enfant en l'apprenant à lire de bonne heure « dans le grand livre de la nature ». Il verra peu à peu que la nature n'est pas seulement occupée à des besoins utilitaires, à des imitations d'elle-même qui font la sécurité du savant; il comprendra qu'elle a aussi ses loisirs, ses jeux, on dirait presque, les besoins une fois accomplis, son sourire dans la lumière et son cri de joie dans les chants, dans les hymnes, dans tout ce qu'entend à travers la campagne l'oreille d'un poète.

Dans les réflexions faites il y a déjà une part de culture intellectuelle; le développement du sentiment est lié à l'exercice de l'imagination. L'imagination se cultive par des perceptions multiples qui servent de matériaux, par la mémoire qui retient, révisé. Il peut sembler singulier de proposer la culture de la perception externe; cependant on entend, on voit plus ou moins bien.

Au surplus si nous nous devons de percevoir finement, de nous souvenir avec promptitude et précision, d'imaginer originalement, nous nous devons surtout d'être raisonnables; la raison est en effet la qualité distinctive de l'être humain.

Sans doute on a dit « que le bon sens est la

chose du monde la mieux partagée » et que « personne n'a coutume d'en désirer plus qu'il n'en a », mais c'est là une maladresse. S'il y a un bon sens inné, une faculté native de bien juger, cette faculté se développe; en fait et en pratique les gens ne jugent pas tous aussi exactement les uns que les autres. C'est un devoir de bien juger, sans précipitation, ni prévention; et ce n'est pas seulement un devoir de cultiver ce qu'on peut appeler ici la Raison pratique, mais aussi de cultiver la raison spéculative; il ne faut pas seulement s'intéresser aux gens, aux choses qui nous entourent, mais aussi à la direction de l'univers; et nous ne dirons pas, comme certains, qu'il faut s'intéresser aux spéculations philosophiques, aux hypothèses scientifiques en vue d'un gain ultérieur, mais simplement parce que c'est bien, simplement parce que c'est notre devoir. En agissant toujours ainsi; en faisant le Bien sans arrière pensée de bénéfice, nous serons de ceux dont parlait Kant lorsqu'il disait: « Je lève mon chapeau devant le grand qui passe, mais mon esprit ne s'incline avec respect que devant l'humble bourgeois qui s'est fait le serviteur de la loi morale. »

Nous aurons, en même temps que notre sensibilité et notre intelligence, développé notre volonté; il n'y a pas, en effet, de culture sentimentale ou mentale qui n'implique des efforts, de la persévérance, de l'initiative.

Nous aurons travaillé à l'achèvement de l'honnête homme que nous portons en nous; nous serons désormais plus aptes à accomplir nos devoirs envers les autres et à nous répandre dans le monde par des œuvres de dévouement et de solidarité.

Albert DONELLI.

Cours d'adultes

Le patronage des jeunes filles (Ecole de la Place Thiers) et les cours d'adultes (Ecoles de la rue du Lycée et du Vieux-Palais) sont suspendus pendant la première semaine de janvier 1899.

Les Prévoyants de l'Avenir

Le 1^{er} janvier 1899 étant un dimanche, les versements des Prévoyants de l'Avenir, qui devaient être effectués ce jour-là, seront renvoyés au dimanche suivant 8 janvier.

Au 7^e

M. Vaginay, capitaine en non-activité, est affecté au 7^e régiment.

Tirage au sort

L'itinéraire pour les opérations relatives à l'examen des tableaux de recensement et au tirage au sort des jeunes gens de la classe de 1898 dans le département du Lot demeure fixé comme il suit:

ARRONDISSEMENT DE CAHORS

- Cazals: Le lundi, 23 janvier 1899, à 11 h. 1/2 du matin, à la mairie de Cazals.
- Montcuq: Le mardi, 24 janvier 1899, à 2 h. 1/2 du soir, à la mairie de Montcuq.
- Castelnau: Le mercredi, 25 janvier 1899, à 2 h. 1/2 du soir, à la mairie de Castelnau.
- Lauzès: Le jeudi, 26 janvier 1899, à 10 h. du matin, à la mairie de Lauzès.
- St-Géry: Le vendredi, 27 janvier 1899, à 3 h. du soir, à la mairie de St-Géry.
- Luzech: Le samedi, 28 janvier 1899, à 2 h. du soir, à la mairie de Luzech.
- Labbenque: Le lundi, 30 janvier 1899, à 10 h. 1/2 du matin, à la mairie de Labbenque.
- Catus: Le mardi, 31 janvier 1899, à 10 h. du matin, à la mairie de Catus.
- Limogne: Le mercredi, 1^{er} février 1899, à 10 h. du matin, à la mairie de Limogne.
- Puy-l'Evêque: Le jeudi, 2 février 1899, à 2 h. du soir, à la mairie de Puy-l'Evêque.
- Cahors (Nord): Le vendredi, 3 février 1899, à 10 h. du matin, à la mairie de Cahors.
- Cahors (Sud): Le vendredi, 3 février 1899, à 2 h. du soir, à la mairie de Cahors.

ARRONDISSEMENT DE FIGEAC

- Bretenoux: Le mardi, 24 janvier 1899, à 2 h. du soir, à la mairie de Bretenoux.
- St-Céré: Le mercredi, 25 janvier 1899, à 10 h. 1/2 du matin, à la mairie à St-Céré.
- Livernon: Le vendredi, 27 janvier 1899, à 1 h. du soir, à la mairie de Livernon.
- Lacapelle-Marival: Le lundi, 30 janvier 1899, à 1 h. du soir, au prétoire de Lacapelle-Marival.
- Latronquière: Le mardi, 31 janvier 1899, à 10 h. du matin, à la mairie de Latronquière.
- Figeac (Est): Le jeudi, 2 février 1899, à 10 h. du matin, à la mairie de Figeac.
- Figeac (Ouest): Le samedi, 4 février 1899, à 2 h. du soir, à la mairie de Figeac.
- Cajarc: Le lundi, 6 février 1899, à 1 h. du soir, à la mairie de Cajarc.

ARRONDISSEMENT DE GOURDON

- Payrac: Le lundi, 23 janvier 1899, à 10 h. du matin, à l'école de garçons de Payrac.
- Labastide-Murat: Le mardi, 24 janvier 1899, à 10 h. du matin, à la mairie de Labastide-Murat.
- St-Germain: Le mardi, 24 janvier 1899, à 3 h. du soir, à la mairie de St-Germain.
- Salviac: Le mercredi, 25 janvier 1899, à 2 h. du soir, à la mairie de Salviac.
- Vayrac: Le jeudi, 26 janvier 1899, à 2 h. 1/2 du soir, à la salle d'asile de Vayrac.
- Martel: Le vendredi, 27 janvier 1899, à 9 h. 1/2 du matin, à la mairie de Martel.
- Gourdon: Le samedi, 28 janvier 1899, à 9 h. 1/2 du matin, à la mairie de Gourdon.

